

# Le Kosovo ou la difficulté d'être indépendant

LE MONDE | 16.02.09 | 14h45 • Mis à jour le 17.02.09 | 10h24  
PRISTINA ENVOYÉ SPÉCIAL

**L**es écoliers défilèrent en bon ordre, l'orchestre philharmonique jouera, un feu d'artifice illuminera même le ciel au-dessus de Pristina. Pourtant, à la veille des célébrations du mardi 17 février, aucune atmosphère de fête ne donne le frisson à la capitale kosovare.

L'euphorie est bien passée. Le Kosovo s'apprête à célébrer le premier anniversaire de son indépendance sans se sentir satisfait. Seuls 54 membres des Nations unies l'ont reconnu ; au sein même de l'Union européenne (UE), 5 pays sur 27 - Espagne, Chypre, Grèce, Roumanie, Slovaquie - continuent de ne pas le traiter en Etat souverain.

*"La proclamation de l'indépendance ne résout pas tous les problèmes, mais ouvre des perspectives, affirme au Monde le premier ministre Hashim Thaçi. Nous avançons à pas assurés pour que le Kosovo devienne un jour membre de l'UE et de l'OTAN. Nous construisons une société démocratique multiethnique avec des droits affirmés pour les Serbes."* Certes, démentant les prévisions les plus noires, l'année écoulée n'a pas été marquée par des accès de violence interethniques entre Kosovars et Serbes.

Une force armée et un service de renseignement viennent d'être inaugurés. Pourtant, malgré ces attributs de souveraineté, le Kosovo demeure un petit corps sans autre ressource que l'aide internationale massive qu'on lui injecte.

Placé sous assistance occidentale, séparé de la Serbie au terme d'une opération sans cautérisation que Belgrade refuse de considérer comme définitive, le Kosovo veut croire dans son avenir européen. Mais qui gouverne vraiment ce pays d'environ 2 millions d'habitants ? Difficile à dire. L'enchevêtrement des responsabilités, entre gouvernement et organisations internationales, donne même la migraine aux spécialistes. *"Le Kosovo est un monstre administratif, on ne sait pas où est le pouvoir réel"*, résume l'opposant Blerim Shala, de l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK).

*"En raison d'une transition inachevée, tout le monde est bloqué ici, soupire Lamberto Zannier, le chef de la Mission des Nations unies au Kosovo (Minuk). Il y a donc une présence (étrangère) excessive mais, hélas, inévitable."*

En 2008, à la suite de la proclamation de l'indépendance, la mission de la Minuk a été reconfigurée mais n'a pas disparu, faute d'une nouvelle résolution à l'ONU, bloquée par la Russie. L'Union européenne se retrouve donc au premier rang. Dorénavant, la structure en pointe chargée de l'application de la loi est Eulex (mission de police et de

justice) lancée le 9 décembre 2008 avec plusieurs mois de retard. *"Je suis à la tête d'une mission technique, et non politique"*, souligne son chef, Yves de Kermabon.

Mais le général français, qui a dirigé auparavant la force de l'OTAN au Kosovo (KFOR), n'ignore pas que les prérogatives d'Eulex portent sur des domaines régaliens sensibles : la police et la justice, plus les douanes. *"L'arrivée d'Eulex rapproche le Kosovo de l'Europe et l'Europe du Kosovo, résumé Lamberto Zannier. Mais les Européens sont contraints de reconnaître que leur mission est plus politique qu'ils ne le prévoyaient."* Les magistrats et les policiers d'Eulex sont là pour prêter assistance ; mais ils doivent pallier les défaillances éventuelles de leurs homologues kosovars. *"Nous disposons de pouvoirs exécutifs en dernier ressort dans les domaines sensibles, tel que la protection de témoins ou bien la lutte contre la corruption, lorsque les Kosovars ne sont pas capables ou pas désireux de prendre en charge les affaires"*, résume Yves de Kermabon. Mais le flou demeure sur leur autorité dans les enclaves serbes, où Belgrade a créé des structures parallèles.

Officiellement, la mission de l'Eulex prétend à la neutralité, ce qui fait bondir les opposants au gouvernement Thaçi. *"Etre neutre vis-à-vis du statut du Kosovo, cela signifie qu'on ne le considère pas comme déterminé"*, dit Albin Kurti, jeune leader du mouvement Vetëvendosje ("Autodétermination"), dont la critique cinglante de la présence étrangère rencontre de plus en plus de succès. Albin Kurti dénonce *"le paradigme de la stabilité"* qui obséderait l'UE, au détriment du développement économique. *"Chaque année, 40 000 jeunes ont 18 ans, seulement un sur quatre entre à l'université. Les autres, c'est comme un tas de poudre qui s'accroît en attendant l'étincelle."* Le taux de chômage s'élève à 45 %.

Outre Eulex, l'UE dispose à Pristina d'un représentant spécial, Pieter Feith, chargé de conseiller le gouvernement kosovar et Eulex. Le Néerlandais dispose d'une autre casquette : celle de représentant civil international (ICR), qui veille à l'application du statut négocié. La presse kosovare l'accuse régulièrement d'attenter à la liberté d'action gouvernementale. C'est lui qui a décidé, à la mi-janvier, avec le président Fatmir Sejdiu, qu'il n'y aurait pas d'élections législatives avant 2011. *"Je ne suis pas un administrateur, comme cela existe en Bosnie, explique-t-il. Mais je ne suis pas là simplement pour applaudir. J'ai une responsabilité de supervision, ce qui implique parfois d'émettre des notes critiques."* Pour lui, l'architecture des organisations internationales *"est complexe mais ne prête pas à la confusion"*.

Le pouvoir kosovar est confronté à un double défi. D'abord celui du développement économique, en l'absence d'investissements étrangers, alors que l'électricité n'est toujours pas assurée en permanence après une décennie d'administration internationale (et 1,2 milliard d'euros investi dans la compagnie d'électricité !). Ensuite, celui de l'autorité, dans les zones de peuplement serbe.

Un plan de décentralisation prévoit la création de six municipalités dans les enclaves du sud et à Mitrovica, avec une large autonomie. Mais accepter de collaborer à ce plan signifierait pour les Serbes reconnaître l'autorité de Pristina. *"L'élection en Serbie d'un gouvernement plus favorable à l'Europe ne change rien concernant le Kosovo, assure Olivier Ivanovic, secrétaire d'Etat au ministère serbe pour le Kosovo. Ça me surprend que les Occidentaux ne le comprennent pas. (Le président serbe Boris) Tadic ou (l'ex-premier ministre serbe Vojislav) Kustunica, peu importe. Le Kosovo n'est pas une histoire finie pour nous."*

**Piotr Smolar**

Article paru dans l'édition du 17.02.09